



'industrie agrochimique au Québec, Canada: Les gouvernants gouvernés par de puissants intérêts économiques

Par [Jacques B. Gélinas](#)

Mondialisation.ca, 24 janvier 2016

[lautjournal.info](#)

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM](#)

Analyses: [LE QUÉBEC](#)

Le 22 octobre dernier, dans une entrevue accordée à Paul Arcand sur les ondes de 98,5 FM, le ministre de l'Agriculture du Québec, Pierre Paradis, avoue l'impuissance de son gouvernement face à la surutilisation des pesticides dans nos champs. Interloqué, l'intervieweur s'enquiert de la raison de cette impuissance. Le ministre lui fait alors cette confession stupéfiante : «Les géants de l'industrie des pesticides sont plus puissants que le gouvernement du Québec». Le journaliste lui demande de préciser : qui sont ces géants capables de mettre à genoux le gouvernement? Et le ministre de répondre candidement: «Monsanto et les autres de ce genre».

«Les autres de ce genre», c'est l'oligopole de l'industrie agrochimique qui produit à la fois des pesticides et des semences : Monsanto, Syngenta, DuPont, BASF, Bayer et Dow Chemical. Cet oligopole, déjà trop puissant, ambitionne toujours plus de concentration et de pouvoir : DuPont et Bayer annonçait en décembre dernier leur projet de fusion. En 2015, Monsanto échoue dans sa tentative de cannibaliser Syngenta, mais ce n'est que partie remise.

Or, un tel pouvoir économique, démesuré, s'impose tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, sur le pouvoir politique et le rend impuissant face aux grands enjeux de société. Une impuissance volontaire, comme nous allons le voir, car nos gouvernants ont signé leur abdication en faveur de puissants intérêts économiques, qui les tiennent désormais en laisse.

Un flot incontrôlé de pesticides qui déferle dans nos champs et jusque dans nos assiettes

L'entrevue susmentionnée est survenue à la suite d'un reportage choc de Radio-Canada révélant que l'utilisation des pesticides nuisibles à la santé des abeilles, des agriculteurs et de nous tous, ne cesse d'augmenter au Québec. Depuis 2006, la quantité de pesticides vendue aux agriculteurs a augmenté de 27%. C'est le cas en particulier des néonicotinoïdes - communément appelés néonics -, responsables de l'effondrement des colonies d'abeilles. C'est aussi le cas de l'herbicide totalitaire Roundup Ready propagé par Monsanto «et les autres de ce genre».

Aujourd'hui, presque toutes les semences de maïs et la moitié des semences de soya sont traitées aux néonics. Ces semences arrivent aux agriculteurs déjà enrobées de pesticides.

Difficiles pour ceux-ci de se procurer des graines non enrobées de poison.

Super efficaces, les néonics attaquent le système nerveux des insectes nuisibles, mais aussi des insectes utiles, voire indispensables à l'agriculture : les abeilles, les bourdons et autres pollinisateurs ailés. Ils affectent également les vers de terre, ces grands travailleurs du sous-sol, et déciment les oiseaux grands consommateurs d'insectes et de vers. Poursuivant leurs effets délétères, ces poisons s'infiltrent dans les sols et dans les cours d'eau.

Les herbicides à base de glyphosate, comme le Roundup Ready, sont des désherbants totalitaires : ils pénètrent toute la plante, des racines à la tige et aux feuilles, et tuent tout ce qui pousse, sauf les cultures génétiquement modifiées - OGM - de Monsanto. Le glyphosate est classé «cancérogène probable», depuis 2015, par le Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé.

Même impuissance d'un gouvernement à l'autre, d'un parti à l'autre

En 1992, le gouvernement de Robert Bourassa s'engage à réduire de 50% l'usage des pesticides avant 2002. Parole, parole... Au lieu de diminuer, leur utilisation augmente.

Sous le Parti québécois (1994-2003), on esquivait le problème en légiférant sur l'usage des pesticides... en milieu urbain.

Arrive le gouvernement Charest qui promet de réduire de 25% en dix d'ans l'usage des pesticides en agriculture. Vaine promesse une fois de plus : leur utilisation continue d'augmenter.

Par ailleurs, le gouvernement ne cesse de rogner l'effectif des agronomes dans la fonction publique; leur nombre a chuté de 445 à 351 depuis 2010. Pénurie d'inspecteurs côté environnement. Moins de recherches sur les pratiques agricoles écologiques. Tout ça, parce que le gouvernement fait le pauvre. Faussement! En réalité, nous vivons en-dessous de nos moyens. Les chercheurs de l'IRIS - Institut de recherche et d'informations socio-économiques - ont démontré que des milliards de dollars non investis dorment dans les coffres des grandes entreprises ou prennent le chemin des paradis fiscaux.

Pendant ce temps, les agronomes et autres experts de l'industrie agrochimique ont le champ libre pour parcourir les campagnes et prodiguer leurs conseils aux agriculteurs en vue d'une utilisation optimale, toujours plus intensive de leurs produits toxiques.

Comment le néolibre-échange a rendu nos gouvernements impuissants

Revenons à l'aveu fracassant du ministre Paradis. Poursuivant son enquête, Arcand l'interroge sur la raison de cette soumission contre nature du gouvernement à l'oligopole de l'agrochimie. Le ministre explique : «Dans un contexte de libre-échange les producteurs québécois sont soumis à des pressions économiques de plus en plus fortes».

Le mot clé est lâché : le libre-échange. Aujourd'hui, les agriculteurs québécois se voient soumis aux impératifs du libre-échange. Il s'agit d'un nouveau type de libre-échange qui traduit en programme politique les consignes de l'idéologie néolibérale : dérèglementation, libre concurrence internationale, ouverture des frontières, intervention minimale de l'État en matière d'environnement, de droits sociaux et de santé publique. Bref : primauté du marché sur le politique. Ce néolibre-échange soumet effectivement les agriculteurs à des pressions économiques étouffantes.

Concrètement, l'Accord sur l'agriculture régi par l'OMC et signé par le Canada – et endossé allègrement par le gouvernement du Québec – restreint le droit des États à soutenir et à protéger l'agriculture familiale. Feu vert à l'agriculture productiviste qui commande une augmentation constante de la production et de la productivité. Comment? Par la concentration des fermes, l'achat d'une grosse machinerie et l'utilisation massive de pesticides, d'engrais chimiques, d'antibiotiques, d'hormones de croissance et d'OGM.

C'est ainsi que le néolibre-échange a piégé les agriculteurs québécois, avec l'assentiment de nos élites politiques et des dirigeants de l'Union des producteurs agricole (UPA), dénoncés pour leur complicité avec les barons de l'agrobusiness.

Les responsables de l'inaction de l'État en matière agroalimentaire, ce sont nos gouvernants eux-mêmes qui ont signé lesdits accords de néolibre-échange. Brian Mulroney et Ronald Reagan ont ouvert la voie en signant, à la fin des années 1980, le premier de ces traités débilissants : l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis. Ce prototype a été complété par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entré en vigueur en 1994. Ces deux accords pionniers, sorte de charte des droits et libertés des compagnies transnationales, ont servi de modèle à la multitude d'accords de néolibre-change bilatéraux, régionaux et multilatéraux conclus par la suite.

Voilà ce qui rend impuissants nos gouvernements à protéger l'agriculture familiale, la santé des agriculteurs, notre garde-manger et le bien commun en général.

Jacques B. Gélinas

La source originale de cet article est lautjournal.info
Copyright © Jacques B. Gélinas, lautjournal.info, 2016

Articles Par : **[Jacques B. Gélinas](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca